



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de membres

- en exercice : 64
- présents : 24
- votants : 28
- 0 contre 0 abstention

Le **vendredi 30 Juin 2023 à 14 heures 30** après une **seconde convocation**,

Le conseil du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS dûment convoqué s'est réuni, **sans condition de quorum**, en session ordinaire à SAINT ANDRE DE CUBZAC sous la présidence de Monsieur Patrice GALLIER

Dates de convocation : 1^{ère} convocation : 14 Juin 2023
2nde convocation : 23 Juin 2023

Objet :

Délibération 2023/22

**Service public
de l'assainissement
non collectif
Modification
du règlement de service**

Présents :

M. FRADET - M. GRIMA - M. DUBOSCQ - M. DUFOURGT - M. GUIJARRO - M. DUVERGER - M. DUBOUREAU - M. EYRAUD - M^{me} MAUBERT-SBILE *-représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. MICHEL - M. MEYER - M. BERARD - M. MIGNER - M. GUILLAUD - M. TABUSTEAU - M^{me} COURAUD-RAMBERT - M^{me} DELAGARDE - M. MARTIAL - M^{me} BOURSEAU - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M^{me} BATARD (CUBNEZAIS) - M. GAUDRY (MARCENAI) - M^{me} LEVRANGI (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Membres absents excusés ayant donné procuration :

- M. MAIRE (CDC DU FRONSADAIS)pouvoir à M. GRIMA (CDC DU FRONSADAIS)
- M^{me} DEVAL (CDC DU FRONSADAIS)pouvoir à M. DUFOURGT (CDC DU FRONSADAIS)
- M. MALARET (CDC DU FRONSADAIS)pouvoir à M^{me} MAUBERT-SBILE (CDC DU FRONSADAIS)
- M. SUBERVILLE (CDC GRAND CUBZAGUAIS)pouvoir à M^{me} DELAGARDE (CDC GRAND CUBZAGUAIS)

Membres absents excusés (sans procuration) :

M. DESAGNAT - M. MERVEILLAUT - M. BARBE - M. RODRIGUEZ - M. DURANT - M. CHIAROTTO - M. BIGOT - M. DEPRET - M. GASTEUIL - M. BARDEAU (Yohan) - M. VIELFAURE - M. GARANTO - M. CHOLLET-GABARD - M. DUCARRE - M^{me} ROY - M. DAILL - M. DELPECH - M. MEYNADIER - M. BOUSSOUGANT - M^{me} FOURCADET - M. GARBUIO - M. BARDEAU (Dorian) - M. VALEIX - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. CHERIGNY - M. PRAT - M. FERRE - M. FAVRE - M^{me} LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) - M. DIDIER (CAVIGNAC) - M^{me} PORTE (CEZAC) - M^{me} LAVANDIER (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAIS) - M. TRIBOY (MARCENAI) - M^{me} MISIAK (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Vu la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques en date du 30 décembre 2006 et la Loi portant engagement national pour l'environnement en date du 12 juillet 2010 dite Loi Grenelle 2 modifiant la réglementation en matière d'assainissement non collectif ;

Vu les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assainissement non collectif introduites par les textes susvisés ;

Vu les textes relatifs aux prescriptions techniques applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif jusqu'à et au-delà de 20 équivalents habitants ;

Vu l'arrêté du 31 Juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu les articles L 1331-1 et suivants portant sur la salubrité des immeubles et des agglomérations mentionnés au titre III : Prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail du Code de la Santé Publique ;

Vu l'Article L 1331-8 du Code de la Santé Publique modifié par la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 - art. 62 qui dispose que *"Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L 1331-1 à L 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire"* ;

Vu la délibération n° 2023/07 en date du 3 Février 2023 visée le 23 Février 2023 qui acte la mise en place, à compter du 1^{er} mars 2023, de pénalités financières dans les deux cas suivants :

- 1 - installations d'assainissement non collectif non conformes présentant des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement,
- 2 - refus de contrôles ;

Vu la délibération n° 2022/48 en date du 9 Décembre 2022 visée le 21 Décembre 2022 qui instaure des tarifs pour l'instruction des dossiers et le contrôle des travaux à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

Vu qu'en application de l'ensemble des textes et documents précités, il convient de réviser le règlement du service public de l'assainissement non collectif adopté par délibération n° 2018/18 en date du 9 Février 2018 visée le 16 Février 2018 ;

Après lecture du règlement du service public de l'assainissement révisé annexé à la présente délibération, le Président propose à l'assemblée d'approuver les modifications proposées.

Délibération 2023/22 (suite)


-3-

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Approuve les termes du règlement du service public de l'assainissement non collectif révisé pour tenir compte :
 - de l'arrêté du 31 Juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
 - de la délibération n° 2023/07 en date du 3 Février 2023 visée le 23 Février 2023 qui acte la mise en place, à compter du 1^{er} mars 2023, de pénalités financières dans les deux cas suivants :
 - installations d'assainissement non collectif non conformes présentant des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement,
 - refus de contrôles ;
 - de la délibération n° 2022/48 en date du 9 Décembre 2022 visée le 21 Décembre 2022 qui instaure des tarifs pour l'instruction des dossiers et le contrôle des travaux à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
2. Autorise le Président à signer le document.
3. Demande à la SOGEDO, prestataire de service, de communiquer le document, lors de la prochaine facturation, à l'ensemble des propriétaires disposant d'une installation d'assainissement non collectif.

Fait à SAINT ANDRE DE CUBZAC,
Le 3 Juillet 2023.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
ET D'ASSAINISSEMENT DU
CUBZADAIS FRONSADAIS


Patrice GALLIER
Président du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS

Frédéric DUBOSCQ, secrétaire de séance

